

Débat d'Orientations Budgétaires 2011

- **Le Débat d'orientations Budgétaires (DOB) représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités et doit permettre d'informer les élus sur la situation économique et financière de leur collectivité afin d'éclairer leur choix lors du vote du budget primitif. Il doit être présenté dans les 2 mois précédents le vote du Budget.**

Débat d'orientation budgétaire 2011

1

Contexte international et national

2

Contexte départemental et régional

3

Contexte de l'agglomération grenobloise

4

Contexte local à Varcès

1 Contexte international et national

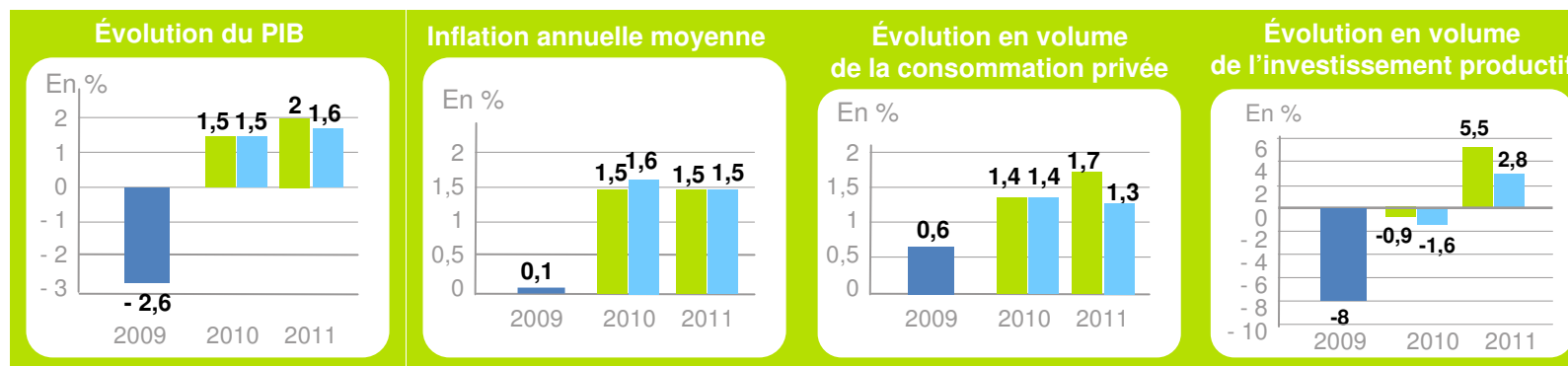
2 Contexte départemental

3 Contexte de l'agglomération grenobloise

4 Contexte local à Varcès

Perspectives économiques 2011 en France

- Augmentation du **PIB** (1,6 – 2,0 %)
- Stabilité de l'**inflation** (1,5 %)
- Evolution de la **consommation des ménages** (1,3 – 1,7 %)
- Reprise de l'**investissement productif** (2,8 – 5,5 %)



- Insee, comptes nationaux (2009)
- Prévisions du gouvernement (2010-2011)
- Prévisions du consensus des économistes (2010-2011)

Mesures pour les collectivités locales : mesures fiscales

- Gel des **dotations** : DGF, DSR
- Suppression des Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle en 2011
- Nouveau fonds de péréquation des recettes communales et intercommunales (montée en puissance jusqu'à 2 % des recettes fiscales des communes et EPCI en 2015)
- ↘ plafonds d'exonérations de CFE (cotisation foncière des entreprises)
- Modification du calcul de la CVAE (cotisation sur la VA des entreprises)

- 1 Contexte international et national
- 2 Contexte départemental**
- 3 Contexte de l'agglomération grenobloise
- 4 Contexte local à Varcès

Contexte départemental

- Budget stable : 1,3 milliard d'euros
- Augmentation des dépenses sociales (APA, PCH, RSA)
- Arbitrage entre les subventions
- Suppression de certains budgets
- Fusion de services
- 83 % de recettes « contraintes »
- Pas d'augmentation d'impôts

- 1 Contexte international et national
- 2 Contexte départemental
- 3 Contexte de l'agglomération grenobloise**
- 4 Contexte local à Varcès

En matière de fiscalité

La Métro récupère à compter de 2011 :

- Le produit de la TH du département avec la possibilité de modifier le taux correspondant
- La cotisation foncière des entreprises
- La TEOM va passer à 6,80% en 2011 au lieu de 2014. Pour Varces, la cotisation va baisser.
- Cette disposition va rapporter environ **4,4 millions** d'euros à la Métro par an

- 1 Contexte international et national
- 2 Contexte départemental
- 3 Contexte de l'agglomération grenobloise
- 4 Contexte local à Varcès**

Les priorités d'action de la ville de Varces 2010/2014

- **Améliorer l'attractivité de la Ville**
 - Extension des restaurants scolaires (Mallerin fait, Poussous en cours ICADE)
 - Réhabilitation du gymnase Lionel Terray (abandonné au profit d'un nouveau gymnase Territoires 38 : programmation en cours)
 - Réhabilitation et sécurisation de nombreuses rues (Pour 2011 Pissarde, étude Mazetière)
 - Programmation de logements sociaux (Giraudière, Rochefort)
 - Construction d'un centre de loisirs (En cours Dédales)
 - Mieux répondre à la demande sociale (ABS, Coordination sociale)

Les priorités d'action de la ville de Varces 2010/2014

- **Rendre des services publics plus performants**
 - Accentuer la formation du personnel
 - Sensibiliser les services aux objectifs de la protection de l'environnement et ce en vue notamment de réduire les coûts (énergie, papier, ...)
 - Poursuivre l'adaptation des services à la modernisation et à l'emploi des NTIC: Procédures de dématérialisation, utilisation des messageries électroniques pour faciliter l'échange d'information.

- **Soutien à l'économie et à l'emploi**
 - Aménagement de la zone d'activité du Rochefort (en cours Métro)
 - Requalification de la zone du Pré de l'Orme (en cours Métro)
 - Requalification de la Place de la République (en cours EPODE)

La commune prévoit :

- Poursuite des aides au fonctionnement des associations communales et soutien au Centre socioculturel pour la poursuite de ses activités.
- Poursuite des programmes immobiliers et notamment l'accession à la propriété pour les primo accédants (si une nouvelle opportunité se présente) et nos jeunes; aide au logement social.
- Poursuite du soutien au CCAS et des actions en faveur de la petite enfance, de l'enfance, des jeunes et des familles, des seniors et des plus défavorisés.
- Priorité à l'environnement et développement des actions 'animation' en ce sens. Choix d'une politique tournée vers le développement durable; réflexion énergétique sur l'ensemble des bâtiments communaux.
- Poursuite de l'amélioration du réseau routier et de la sécurité.

Les recettes de fonctionnement

- Poste majeur du budget communal en recettes, le **produit des contributions directes** est composé de la taxe d'habitation (TH), des taxes foncières sur les propriétés bâties (TFPB) et non bâties. **Il est prévu une augmentation de 2,5%.**
- Il est ici prévu une stagnation, voire une diminution des compensations de fiscalité versées par l'Etat.
- La **taxe additionnelle aux droits de mutation** devrait augmenter cette année, après deux années de stabilisation, suite aux nouvelles constructions sur la commune.
- En 2011, la **dotation globale de fonctionnement** (DGF) devrait enregistrer une progression de seulement **0,6 %** pour la dotation forfaitaire pour une inflation prévue à 1,5%.
- Les dotations DSU et DSC en provenance de la **Metro** seront identiques à celles de 2010. Elles sont figées depuis **2006**.
- Il faut aussi prendre en considération la baisse des budgets relatifs à la politique « enfance-jeunesse »: les budgets CNAF et donc de la CAF se réduisent ce qui baisse les subventions escomptées par la commune.
- Dans ces conditions, l'évolution des produits de fonctionnement reste largement insuffisante, ce qui impliquera une gestion d'autant plus maîtrisée et rigoureuse des charges de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement

- Les **charges à caractère général** subissent une pression importante, de nombreux postes de dépenses ayant une évolution difficilement maîtrisable. Les collectivités voient leur pouvoir d'achat se rétrécir. L'augmentation incessante des fluides (gaz, électricité, carburant...) pèse de façon importante sur les finances de la commune. La recherche d'économies est ainsi récurrente, à l'image de la mise en concurrence qui a lieu actuellement pour toute la téléphonie et les consommables des services techniques.
- De façon générale, la **recherche d'économies** doit être systématique, afin de nous permettre d'améliorer – ou maintenir – les quelques marges de manœuvres dont nous disposons.
- Les **autres charges de gestion courantes** devraient sensiblement être identiques à 2010.
- Les **charges financières** devront donc elles aussi s'élever, mais sans proportion démesurée étant donné l'encours souscrit ces deux dernières années sur des produits sûrs, à taux fixes, ne laissant aucune part au hasard ou à la tentation spéculative.



- **Les dépenses de personnel (augmentation d'environ 4,13%)**
 - Augmentation d'échelon et avancement de grade (avec critères particuliers mis en place par délibération)
 - Validation de services / GIPA
 - Départ en retraite (poste réaménagé et réaffectations). En 2011, on en prévoit 2.
 - Contribution au fonds des travailleurs handicapés.
 - Beaucoup d'arrêt maladie avec de lourdes pathologies donc remplacement du personnel
- **Niveau global d'épargne**
 - Ce niveau remonte depuis 2009 et dépasse les prévisions de l'Audit de Stratorial; ceci est dû à la maîtrise des dépenses communales malgré l'envolée de certains prix à la consommation.

Les recettes d'investissement

- Demande de subventions en cours concernant les réalisations communales (Métro, Conseil général, Etat, CAF), avec des paiements retardés pour la majorité d'entre eux.
- Subventions du FRED attendues par rapport à la mise en place d'équipements pour la commune (notamment Centre de loisirs et Poussous)

Dépenses d'investissement

- ❑ Fin de chantier pour la bibliothèque avec paiement des factures et attente de la prise en charge de l'assureur
- ❑ Lancement des études d'opportunités sur des équipements en lien avec l'armée (crèche en partenariat, etc...)
- ❑ Aménagement rue de la Pissarde et rue de l'église; études Mazetière
- ❑ Suite de la rue secondaire sur la partie « est » la Giraudière
- ❑ Suite de Mise en double sens de la rue des Artisans
- ❑ Extension du restaurant scolaire Poussous et construction de 4 classes
- ❑ Réserve incendie St Ange
- ❑ Création route forestière sur St Ange
- ❑ Réhabilitation du local des pompiers
- ❑ Réflexion sur le réseau d'eau potable
- ❑ **Le Volume global d'investissement prévu pour 2011 est d'environ 3,5 millions d'euros**

Situation Giraudière au 21/01/11

- Le budget sera voté au 1^{er} mars 2011
- Au niveau des dépenses : 313 904,44 € réalisé
- Au niveau des recettes : 791 790 € versées
- En attente, il reste la rue des artisans et Giraudière, avec probablement des situations à payer avant le 1^{er} mars 2011
- Le paiement à l'EPFL d'un montant de 2 542 000€, à faire avant le 31 mars.
- Pour les recettes, nous devrions réaliser les ventes à erilia, SDH et SNI pour un montant de 2 135 000€. La vente à SAFILAF n'interviendra qu'en mars 11.
- Si le résultat est excédentaire, ce dernier servira pour aider à financer les tranches d'aménagement futures du secteur.